

# La N-VA calme (déjà) le jeu sur le pacte sur les migrations

■ Charles Michel veut signer cet accord lui-même, malgré le refus de son partenaire N-VA, qui joue l'apaisement.

Analyse Frédéric Chardon

Le pacte de l'Onu sur les migrations vaut-il une crise? Le gouvernement Michel peut-il tomber sur le match actuel entre la N-VA et le MR sur la signature ou pas de cet accord international? Certains le pensent. Les libéraux francophones, dans leurs propos, en "on" ou en "off", laissent entendre qu'ils iront jusqu'au bout, qu'ils ne pourront pas s'asseoir sur leurs valeurs pour satisfaire les inquiétudes de Theo Francken à l'égard du pacte. Pour rappel, le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration refuse de voir le gouvernement Michel approuver ce texte tel quel. Non contraignant, le pacte onusien insiste notamment sur la nécessité d'une migration sûre et organisée afin de lutter contre le trafic d'êtres humains. Mais la N-VA craint qu'à terme l'accord devienne juridiquement contraignant et qu'il ne dicte à la Belgique une politique migratoire trop ouverte à son goût (lire par ailleurs).

Mardi, *Le Soir* révélait que, selon des sources fédérales, le Premier ministre Charles Michel était "furax" à la suite de la mise en cause du projet de texte négocié au niveau de l'Onu. Du coup, le locataire du "16" serait prêt à aller lui-même à la conférence de Marrakech qui se déroulera du 10 au 11 décembre dans le cadre de la procédure d'adoption du pacte.

Évidemment, dans ce cas de figure, la possibilité d'élections anticipées pointe le bout de son nez : les nationalistes flamands pourraient quitter le gouvernement. "On est à fond derrière Michel, il a raison de tenir bon cette fois-ci. Le gouvernement peut tomber sur ce dossier", note une source MR bien informée.

Les deux autres partenaires du MR au fédéral soutiennent également la ligne du Premier ministre. Du côté de l'Open VLD, le vice-Premier ministre Alexander De Croo avait, dès lundi, appelé la N-VA à arrêter de courir après l'extrême droite. Au CD&V, même topo. Vendredi dernier, Kris Peeters avait balayé les ré-

*"On doit trouver une solution. On a toujours pu le faire durant cette législature."*

**Bart De Wever**  
Président de la N-VA.

ticences de la N-VA: "Nous ne voulons pas être dans le même wagon que la Hongrie, la Roumanie et d'autres qui ont annoncé qu'ils n'approuveraient pas le texte." Malgré la pression générale au sein de la majorité, le bureau politique de la N-VA a confirmé lundi son refus de voir la Belgique approuver le pacte pour les migrations.

## Le MR devait réagir

Malgré ce contexte tendu, il est permis de relativiser cette nouvelle crisette au sein du gouvernement fédéral. Tout d'abord, à l'égard de la position en apparence inflexible de Charles Michel. Le Premier ministre était déjà sorti affaibli de la tempête provoquée par le dossier des visites domiciliaires et il ne pouvait pas sembler à nouveau troquer ses valeurs libérales par une ligne plus droitière imposée par Bart De Wever, le président de la N-VA. Il fallait donner un signal clair vis-à-vis des partenaires nationalistes flamands pour rassurer la population francophone: non, le Premier ministre n'est pas la marionnette de la N-VA... Pour rappel, on vote en mai 2019 et le MR ne peut plus se permettre de passer pour faible face aux nationalistes flamands.

Par ailleurs, la N-VA est-elle prête à aller jusqu'au bout dans ce dossier, à faire tomber le gouvernement à quelques semaines des élections? Cela pourrait être son intérêt car elle mènerait alors sa campagne sur la migration sans trop craindre la concurrence du Vlaams Belang.

Pourtant, certains signes laissent penser que le dossier du pacte devrait se tasser: Jan Jambon, le chef de file de la N-VA au fédéral, joue la carte de la concertation et renvoie aux négociations avec le cabinet du Premier ministre. Or, c'est bien Jan Jambon qui incarne la ligne politique des nationalistes au sein de la "suédoise" et il joue l'apaisement. Pour le moment, en tout cas,

## De Wever joue l'apaisement

Enfin, Bart De Wever lui-même a expliqué mardi à la RTBF qu'il ne voulait pas mettre Charles Michel

en difficulté: "La N-VA est un parti politique et on a des avis comme tous les partis politiques. Et, parfois, il y a un choc des idées. On doit trouver une solution. On a toujours pu le faire durant cette législature." En off, à la N-VA, on confirme que la séquence actuelle est à l'apaisement. "On ne veut pas jeter trop d'huile sur le feu", nous glisse-t-on. La technique est connue: si la N-VA finit par laisser passer le pacte, l'histoire retiendra surtout la fronde qu'elle aura menée contre lui. La mémoire de l'électeur est sélective...

# Un pacte qui prône la coopération mais préserve la souveraineté

**D**epuis quelques jours, le pacte de l'Onu sur les migrations se retrouve au cœur de l'actualité et chamboule le gouvernement fédéral. Retour sur ce texte couché sur papier après deux ans de négociations menées par le Mexique et la Suisse à l'initiative de Ban Ki-Moon, ancien secrétaire général des Nations unies.

## 1 Que contient ce pacte de l'Onu sur les migrations ?

Le document de 34 pages constitue un guide des bonnes pratiques à usage mondial et définit 23 objectifs pour que les migrations puissent se passer correctement pour tout le monde : les pays d'origine, les pays de transit, les pays d'accueil et les migrants. Parmi ces objectifs : informer correctement les migrants durant les différentes étapes de leur processus migratoire ; prévenir, combattre et éradiquer le trafic d'êtres humains ; renforcer la coopération pour faciliter des retours et des réadmissions sécurisées et dignes ainsi qu'une réinsertion durable des migrants dans les pays d'origine ; éliminer toute forme de discrimination ; ne recourir à la détention qu'en dernier recours et promouvoir les alternatives à celles-ci ; sauver des vies et identifier ceux qui sont morts ou ont disparu pour en informer leur famille ; réduire collectivement les facteurs qui poussent les migrants à quitter leur pays volontairement ou non ; favoriser la mobilité par le travail. Non contraignant, ce texte doit être soutenu (ou non) lors de la conférence de Marrakech, en décembre. Un moment symbolique puisqu'il doit encore être suivi de l'introduction d'une résolution à l'Assemblée générale de l'Onu, où le texte sera présenté et voté. À noter que le pacte stipule clairement que les États restent souverains dans leur manière d'appliquer leur politique migratoire.

## 2 Pourquoi la N-VA y voit-elle un problème "philosophique" ?

En Belgique, le texte a fait l'objet de discussions entre les entités fédérées, la société civile (avec des organisations comme le CNCND, Médecins du monde, le Ciré, la Ligue des droits humains, Amnesty et Caritas) et les différents ministères. Cette coordination, surnommée "Coormulti" dans le jargon, a mené à un accord le 12 septembre. De l'aveu de différents acteurs, la N-VA n'a d'ailleurs jamais bronché jusqu'à la semaine dernière, alors que le texte et la position belge étaient bouclés. *"Pourtant, ce n'est pas comme si le pacte avait été négocié sur un coin de table"*, critique Nicolas Van Huffel, en charge du département Plaidoyer au CNCND-11.11.11. Des critiques rejetées par le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration ce mercredi en commission de l'Intérieur. Theo Francken affirme s'être déjà exprimé

lors de réunions européennes pour faire part de ses critiques. N'empêche, beaucoup perçoivent aujourd'hui le positionnement des nationalistes comme de l'électoratisme. *"La N-VA agit dans une perspective électorale parce qu'elle n'est ni pour le multilatéralisme, ni pour les migrations, decode Nicolas Van Huffel. Le pacte de l'Onu n'ouvre en aucun cas le débat sur une potentielle ouverture des frontières. Il ne reconnaît même pas de nouveaux droits aux migrants, il répète simplement ceux qui existent déjà. Mais sur le fond, il pose un problème philosophique à la N-VA parce que même s'il est non contraignant, il change la perspective sur la migration. Ce que le texte dit, c'est qu'à certaines conditions, elle peut être positive. Et ça, ça pose fondamentalement un problème à la N-VA. Ensuite, sur la forme, la N-VA s'oppose à deux choses. Premièrement, le Pacte émet de fortes réserves sur l'enfermement des mineurs qui ne doit intervenir qu'en dernier recours."*

***"La N-VA agit dans une perspective électorale parce qu'elle n'est ni pour le multilatéralisme, ni pour les migrations."***

**Nicolas Van Huffel**

Responsable  
du département Plaidoyer  
au CNCND-11.11.11

*Deuxièmement, il considère le regroupement familial comme une des premières voies de migration légale. Or, pour la N-VA, il faut y mettre fin."* Ces deux points que la N-VA a effectivement déjà soulevés.

Pour rappel, la détention de familles avec enfants n'est possible qu'en dernier recours, une fois que les alternatives ont été épuisées. Les organisations de défense des droits des migrants et le médiateur fédéral estiment toutefois que le gouvernement n'a pas suffisamment valorisé les alternatives à la détention.

Quant au regroupement familial, celui-ci est en hausse depuis la crise de l'asile. Depuis quelques années, les conditions et les redevances pour obtenir un permis de séjour se sont durcies. Le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, Theo Francken, estime toutefois que celles-ci ne sont pas suffisamment strictes, considère cette voie migratoire comme *"une porte ouverte vers l'Union européenne"* et entend *"lutter plus énergiquement pour lutter contre certaines formes d'abus"*.

## 3 Que va-t-il se passer ces prochains jours ?

Le CDH et Écolo-Groen ont déposé ce mardi des propositions de résolution à la Chambre demandant au gouvernement fédéral de signer le Pacte de l'Onu sur les migrations. Ils demanderont jeudi en séance plénière que ces textes puissent être examinés en urgence. *"Il est temps que le Parlement puisse intervenir sur cette question afin que la Belgique s'exprime sans ambiguïté en faveur de ce Pacte"*, a expliqué le député Georges Dallemagne (CDH), dont la proposition a été cosignée par Défi. Les verts demandent également qu'un terme soit mis aux *"polémiques stériles"* des derniers jours et que le Pacte fasse l'objet d'un soutien sans réserve.

S. F.